

# Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



GPC d'après Grapus

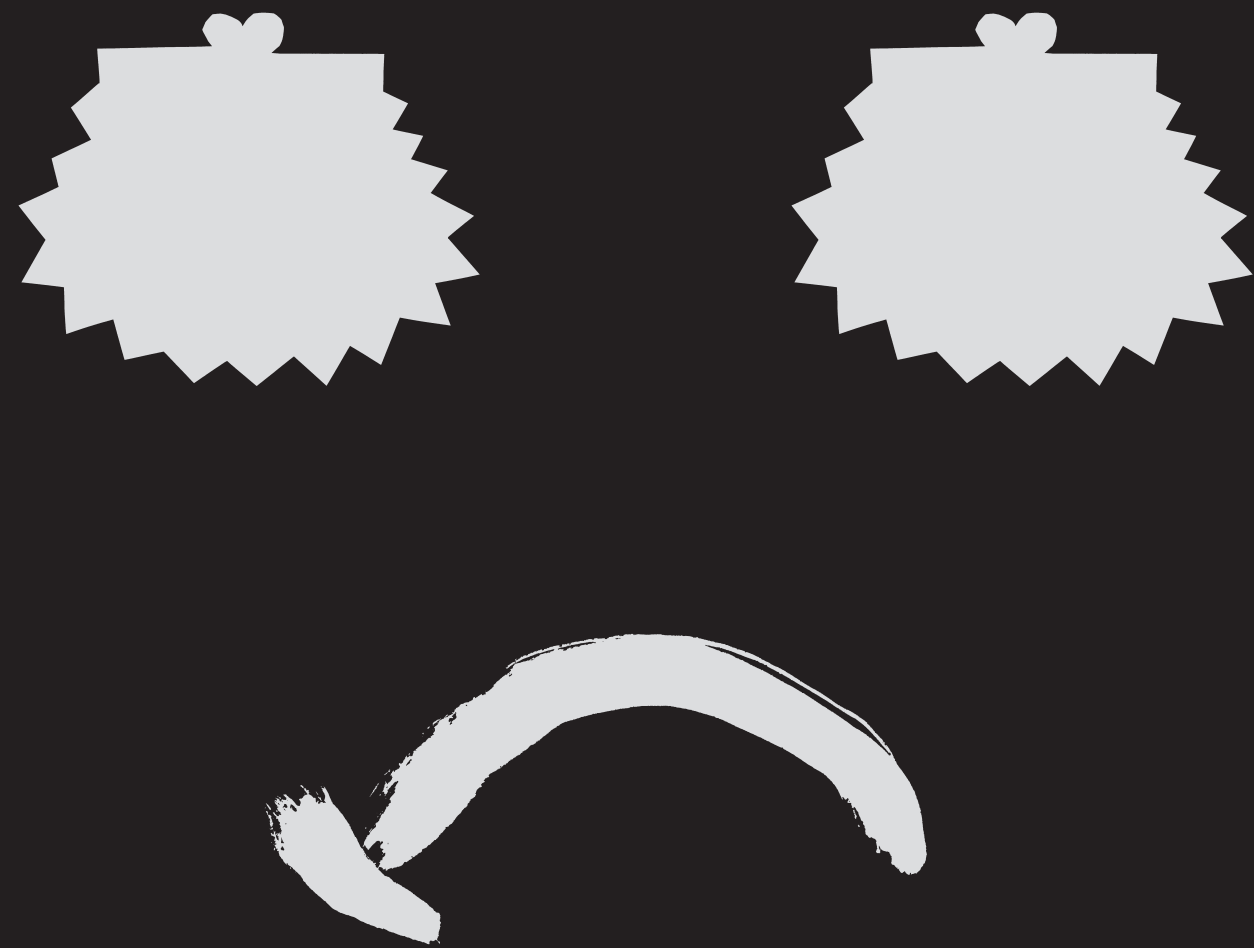
# Les capitalistes nous coûtent cher !

# La France de plus en plus riche

Nous produisons **2,5** fois plus de richesses qu'il y a 40 ans.



Union  
syndicale  
**Solidaires**



chaque année

## On nous vole toujours plus

– **100** milliards pour les salaires + **54** milliards pour les actionnaires.

# Augmentation des salaires



# expressions **Solidaires**

Ce 4 pages propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action



## Notre AAA : Augmentation des salaires. Augmentation des emplois publics. Arrêt des licenciements.

**Le 18 janvier dernier, Nicolas Sarkozy a convoqué à l'Élysée le patronat et les cinq confédérations, toujours déclarées représentatives nationale-ment jusqu'en 2013. Cette rencontre a d'abord été baptisée « sommet social » puis, après la perte par la France du fameux triple A, « sommet de crise » !**

Nicolas Sarkozy, en situation difficile compte tenu du bilan de son quinquennat, veut montrer qu'il agit pour protéger les Français des effets de la crise ! Il évoque aussi ces jours-ci la taxation plus forte des fraudeurs du fisc qui détiennent secrètement des comptes à l'étranger... Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait depuis son élection ? Jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle, nous allons avoir droit, de sa part, à des gesticulations sur tous les terrains pour faire oublier son bilan catastrophique. Ne déclarait-il pas en 2007, avant d'être élu, que le chômage serait ramené à 5% en 2012 et que plus personne ne dormirait dehors ?

*Sa politique n'a eu de cesse de favoriser la minorité qui détient les richesses, et de mettre en œuvre les exigences du patronat. Ce n'est pas un hasard si, à la sortie du « sommet de crise » du 18 janvier, Madame Parisot, présidente du Medef, se déclarait particulièrement satisfaite !* Nous comprenons pourquoi : Sarkozy a fait semblant d'écouter les confédérations, annonçant juste quelques petites mesures d'urgence (430 millions pour l'indemnisation du

chômage partiel, le recrutement de 1000 CDD à Pôle Emploi pour 1800 de supprimés en 2011). Il a surtout préparé le terrain pour de nouvelles mesures d'austérité qui aggraveront encore les inégalités et ne répondront en rien aux urgences sociales. Augmentation de la TVA et suppression des cotisations patronales de la branche famille de la Sécurité sociale, flexibilité encore plus grande imposée aux salarié-es dont la souffrance au travail s'accroît sans cesse et nouvelles contraintes pour les chômeurs et chômeuses : voilà les ingrédients de la soupe « sociale » de Sarkozy !

*Face à cela, il serait nécessaire de construire des mobilisations interprofessionnelles pour empêcher ces mauvais coups. Mais les difficultés perdurent au niveau de l'intersyndicale nationale, certaines organisations considérant que la période pré-électorale n'est pas propice aux mobilisations ! Cela ne doit pas nous empêcher de développer nos propositions et nos initiatives.*

L'Union syndicale Solidaires est engagée dans le Collectif citoyen pour un audit de la dette publique. Ce Collectif commence à essaimer avec la constitution de collectifs locaux sur l'ensemble du territoire. C'est un outil important pour démystifier cette « arnaque » qui vise à nous culpabiliser, à nous empêcher de lutter et à nous faire accepter tous les plans d'austérité pour mieux garantir aux rentiers leurs bénéfices !

Dans les semaines qui viennent, l'Union syndicale Solidaires interviendra, comme en 2007, sur les véritables enjeux 2012. *Dans la période de la campagne électorale, nous nous exprimerons, non pour soutenir un-e candidat-e, mais pour porter dans le débat citoyen les priorités sociales.* C'est sur cette base que nous rencontrerons les candidat-es qui nous solliciteront, sauf bien sûr celle du Front national ! Nous diffuserons d'ailleurs massivement un tract pour démasquer son imposture, elle qui prétend parler au nom du peuple pour mieux capter les voix des salarié-es, des précaires et des chômeurs. En réalité, Marine le Pen, ressasse les vieilles recettes de l'extrême droite raciste et anti-immigré-es ; elle n'est en rien porteuse d'alternatives pour une autre répartition des richesses et l'accès aux droits fondamentaux de tous et toutes !

Nous avons aussi l'ambition de mettre la question de l'emploi sur le devant de la scène en faisant connaître nos propositions (voir le dossier central de ce numéro) et en ayant la volonté de construire une action nationale de Solidaires sur ce thème : licenciements, chômage partiel, emploi public... Il faut une réorientation fondamentale des choix politiques pour empêcher que le désespoir ne gangrène davantage notre société !

**La période est rude : plus que jamais nous avons besoin d'un outil syndical de résistances et porteurs d'alternatives !**



# « Ne vous tirez pas une balle dans le pied »

## 3 questions à :

**Paul Ravaux,**  
président de VISA

### Peux-tu nous rappeler ce qu'est VISA ?

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) est une association créée en 1996. Elle regroupe des militantes de la FSU, de la CGT, de la CFDT et de Solidaires qui recensent, analysent et dénoncent les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social.

L'objectif que s'était fixé VISA à sa création n'a malheureusement pas changé : « Participer à la mise en mouvement, dans sa pluralité et sa diversité, mais de manière convergente, du champ syndical contre le fascisme. »

Dans le contexte actuel où :

— Les mesures gouvernementales anti sociales, liberticides et, pour certaines, inspirées par l'idéologie de l'extrême droite se multiplient ;

— Les idées du FN se diffusent dans tous les secteurs de la société ;

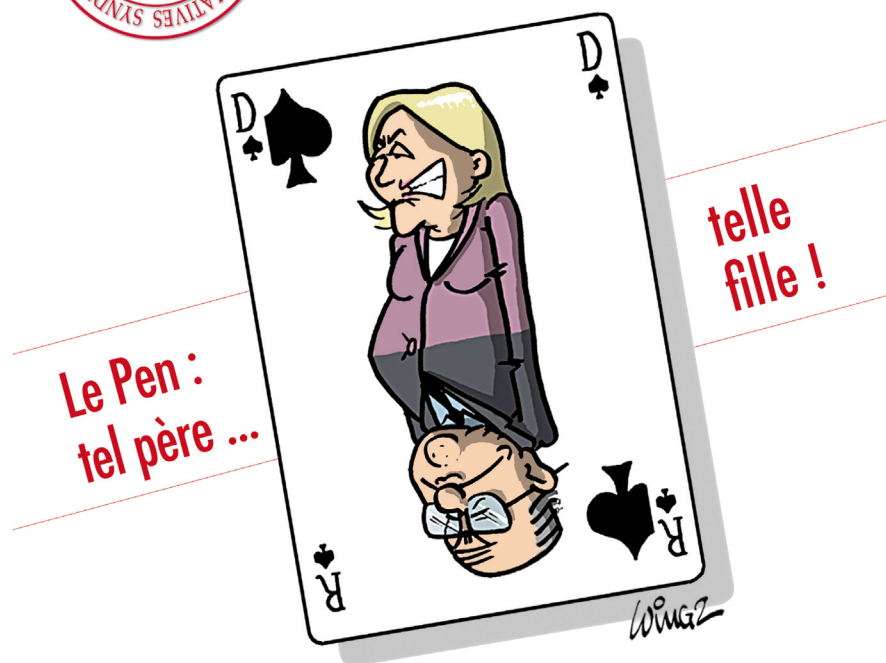
— Les courants racistes, xénophobes ou même ouvertement fascistes remontent dans toute l'Europe...

VISA redouble de vigilance et diffuse ses analyses et ses informations sur son site à destination des militant-es syndicaux. Cette vigilance, l'ensemble du mouvement syndical et associatif peut et doit l'exercer !

En 2011, VISA a organisé un débat public sur le danger que constitue le « nouveau » Front National et les réponses syndicales qu'il faut lui opposer. L'association a également publié une brochure intitulée « FN, le pire ennemi des salarié-es » (18 000 exemplaires) et lancé un « appel de syndicalistes contre la politique xénophobe du gouvernement et les idées du FN ».



Ne vous tirez pas une balle dans le pied !



Un peu léger, mais la gouaille et le populisme de la candidate du FN peuvent faire basculer des salarié-es dans de mauvais choix.

En effet, il faut se méfier de l'impact possible du FN sur les salarié-es. En période de crise et d'accroissement des inégalités, la tendance au repli sur soi, à la xénophobie et aux solutions simplistes est un refuge facile. Des intentions de vote autour de 20% pour « la fille de son père », cela doit rendre encore plus vigilant le mouvement syndical et ses lui faire réaffirmer ses valeurs !

### Quelles sont les initiatives en cours ou à venir de VISA ?

Le travail contre l'extrême droite ne manque pas ! Pour la campagne électorale, VISA éditera une nouvelle brochure qui décortiquera le programme du FN afin de montrer qu'il va, malgré les apparences, à l'encontre des intérêts des salarié-es.

Ce sera un outil très utile pour les militant-es syndicaux confrontés à des adhérent-es parfois « paumés » ou à des militant-es frontistes qui viendraient diffuser leur propagande à la porte des entreprises.

D'ores et déjà, VISA propose aux syndicats qui le souhaitent une série d'affichettes pour illustrer les panneaux syndicaux sur le thème : « Ne vous tirez pas une balle dans le pied, pas une voix pour le FN ! ».

A la demande de syndicats, VISA participe aussi à des actions de formation syndicale contre l'extrême droite.

Enfin, VISA soutient et relaie les appels à manifester contre l'extrême droite sous toutes ses formes, à Paris et en province.

## Pas une voix pour le FN !

### Quelles sont la stratégie et l'impact du Front national dans le contexte actuel ?

La nature du FN peut sembler nouvelle sur la forme mais ne l'est absolument pas sur le fond.

Le relookage en brun marine de sa direction ne doit pas berner les salarié-es : Sous le vernis populaire, le parti frontiste demeure le pire ennemi du monde du travail. Il suffit pour s'en convaincre de lire notamment le programme économique et social qui, au sujet de la crise de la dette, ne comporte aucune analyse sérieuse et qui, pire encore, n'est très

précis que sur les « bonnes dépenses » en matière de justice, sécurité et défense !

La stratégie du FN repose toujours sur la diffusion d'incantations et de slogans dénués de concret : « l'emploi sera une priorité nationale.../... Seule une industrie prospère est le gage de gains de productivité élevés, d'une économie dynamique et innovante, de la création d'un tissu dense de PMI/PME... ».

Quant à la question des salaires, le parti frontiste la noie dans la notion de pouvoir d'achat, renvoyant son redressement au « retour de la croissance » et à « une politique fiscale profondément réformée ». La dernière « idée », c'est de faire prendre en charge par l'Etat l'équivalent de 200 € de cotisations sociales pour faire croire que les salaires augmentent d'autant !

[visa-isa.org](http://visa-isa.org)

### Les périodes de crise ont toujours été bénéfiques aux droites-extrêmes.

Le Front national entend profiter du contexte actuel pour élargir son électorat et imposer encore plus ses idées déjà largement banalisées, notamment par un gouvernement qui s'est sciemment placé sur certains de ses domaines de prédilection. Il s'affiche désormais comme le défenseur de la classe ouvrière et comme un parti « anti système » au service des « petits ».

Pour Solidaires, il est clair que le FN n'est pas un parti comme les autres et qu'il n'a pas changé ; il a seulement adapté son discours et avance masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible. Ses fondamentaux demeurent les mêmes : stigmatisation d'une partie de la population, instrumentalisation des peurs, remise en cause

de la place des femmes dans la société... la « préférence nationale », idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons, demeurant la colonne vertébrale de toute sa politique. Les instances nationales de Solidaires ont pointé la nécessité de disposer lors de la campagne électorale de matériels spécifiques dénonçant l'imposture sociale du FN. Dans cette perspective, notre Union syndicale a décidé de faire vivre au maximum les matériels réalisés par Visa, en particulier sa nouvelle brochure d'analyse du programme du FN, et de diffuser dans la seconde quinzaine de février un quatre pages national Solidaires consacré au pseudo programme social du FN.

— Il est crucial de faire vivre au maximum ces différents matériels !



# Emploi : le coût du capital, voilà le problème !

Les libéraux et le patronat reprennent de plus belle l'offensive contre le coût du travail prétendument trop élevé, le temps de travail trop réduit, et les normes d'emploi trop rigides, pour les qualifier d'obstacles majeurs à la relance de l'activité économique et de l'emploi.

## Les dogmes libéraux

**Grandiose mystification quand cela fait plus de vingt ans que le chômage et la précarité structure le marché du travail, que la part des profits et des dividendes augmentent plus que les salaires, que le code du travail est vidé de sa substance pour satisfaire les exigences patronales.**

Le théorème de la vulgate libérale des années 1980 « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » a abouti au contraire à la domination de la logique financière au profit des actionnaires et à la destruction massive d'emplois et à la baisse de la part des salaires. Aujourd'hui, sous couvert de la crise économique et financière, les classes dirigeantes et possédantes nous brandissent un nouveau théorème « les acquis sociaux d'hier sont les coûts d'aujourd'hui et les cibles de demain ».

### « Les salarié-es sont trop payé-es »

La part salariale dans le partage de la valeur ajoutée a connu des variations depuis les années 1960 : stabilité aux alentours de 73 % jusqu'à la récession 1974, augmentation à plus de 75 % jusqu'en 1982, recul brutal de 1982 à 1989. Depuis, la part des salaires ne baissent plus mais se situe à un niveau historiquement bas de 67 %. Ce recul salarial, n'a ni conduit à un surcroît d'investissements productifs socialement utiles ni amélioré la sacro-sainte compétitivité, chère au MEDEF, mais à servi essentiellement à augmenter les dividendes des actionnaires. Les dividendes nets versés par les sociétés non financières représentaient 4,4 % de leur

masse salariale en 1982 et 12,4 % en 2007. Quant aux salaires des patrons des grands groupes, les montants délinquants ne sont plus à démontrer. Ce choix social et politique favorise le capital et la rente contre l'augmentation des salaires. La décision de 1983 du gouvernement de gauche de briser les clauses d'indexation des salaires sur les prix a eu un effet négatif mais ce sont surtout les processus de déréglementation concurrentielle, ceux de la construction européenne comme ceux des organisations internationales comme l'OMC, qui vont permettre cette régression salariale généralisée exigée par les capitalistes.

Pour maintenir au plus bas les salaires et assurer un rendement maximum aux actionnaires, le patronat use de tous les moyens pour le garantir : plans sociaux, délocalisations, mise en concurrence des

sous-traitants fournisseurs, flexibilité à outrance de l'organisation du travail, chantage à l'emploi. C'est l'ensemble des salarié-es, des grandes entreprises aux PME qui sont touchés en cascade par ces stratégies patronales. La seule chose qui compte pour le pouvoir actionnarial du haut de la pyramide industrielle c'est de capter à son profit toutes les richesses produites et les gains de productivité. Les politiques gouvernementales ont fait le reste par de multiples exonérations de cotisations patronales, par l'allègement de la fiscalité des entreprises, l'assouplissement de la législation sur les licenciements...

Quant aux comparaisons européennes, dont le « modèle » allemand, utilisées pour justifier toutes les régressions, elles font l'impasse sur les vices originels de la construction européenne. Une Europe fondée sur une logique libérale de concurrence « libre et non faussée » sans aucune harmonisation fiscale et sociale ne pouvait aboutir qu'à un dumping intra européen quand 70 % des échanges commerciaux se font en son sein. La conception de l'euro comme instrument de discipline budgétaire et salariale ne peut que conduire à utiliser le salaire comme seule variable d'ajustement quand le recours à la dévaluation est impossible. Les dirigeants politiques allemands, avec la complicité des centrales syndicales, en pratiquant pendant des années la déflation salariale ont certes gagné des parts de marché mais une telle politique généralisée, comme les plans européens d'austérité aujourd'hui,

ne peuvent que mener à une récession généralisée. Par ailleurs, occulter le rôle en France des cotisations sociales comme éléments de salaire socialisé afin de garantir une sécurité sociale solidaire pour vanter le modèle allemand dont le coût des systèmes privés pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, est une belle entourloupe.

### « Les patrons ont trop de contraintes »

Depuis des années, les modifications de la législation du travail a donné au patronat toujours plus de liberté de licenciement, de précariser et d'aggraver les conditions de travail. Aujourd'hui, les organisations patronales redoublent d'offensive, sous prétexte de la crise, pour détruire ce qui reste de garanties sociales pour les salarié-es. Outre le MEDEF, le cercle très fermé des grands groupes du CAC 40 de l'AFEP (Association française des entreprises privées), employant 4,8 millions de salariés, préconise l'assainissement des finances publiques par la baisse des dépenses, la réduction du coût du travail via la création d'une TVA sociale à 21 % et la suppression des 35 heures.

Les entreprises vont essayer de « capitaliser » la crise chacune à leur profit en poursuivant leur stratégie de destructions massives d'emplois et de distribution de dividendes confortables aux actionnaires.

La crise économique et les plans d'austérité laisseront des traces durables sur la situation de l'emploi dans toute

l'Union européenne. En France depuis 2008, ce sont environ 700000 emplois qui ont été détruits et le taux de chômage frôle les 10 %. Cela signifie une pression accrue sur les salarié-es afin de continuer à dégager d'importants gains de productivité et le durcissement du traitement social des sans-emploi.

Quant à l'Etat patron, après avoir asséché les recettes des finances publiques au profit des classes aisées et des entreprises, sa politique de suppressions massive d'emplois, par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, sape les fondements d'une cohésion sociale solidaire et la priorité aux biens communs fondamentaux.

### « Les salarié-es ne travaillent pas assez, la faute aux 35 heures »

La droite et le patronat n'ont de cesse de remettre en cause la durée légale des 35h qualifiée de frein à l'activité économique et à la création d'emplois, occultant au passage la forte productivité horaire des salarié-es en France comparativement aux autres pays européens. Depuis 2002, nombre de mesures l'ont contourné : relèvement du contingent d'heures supplémentaires, loi Fillon de 2003 de dérogations aux 35 heures par accord collectif, loi Ollier-Novelli de

2005 de stockage des RTT sur un compte épargne, loi Tépé (travail, emploi et pouvoir d'achat) de 2007 sur l'exonération des charges sociales et des impôts pour les heures supplémentaires...

Les données de l'OCDE de 2009 indiquent clairement qu'en moyenne, et en tenant compte du temps partiel, les salarié-es ont travaillé 1469 heures par an en France contre 1299 heures au Royaume-Uni et 1309 heures en Allemagne, voire entre 1991 et 2009, la durée du travail a baissé de 11,5 % en Allemagne contre 6,6 % en France. Ce qui n'empêche pas Rexecode, organisme d'études proche du patronat, de triturer les chiffres pour aboutir à la conclusion de la nécessité d'une libéralisation de la durée du travail en France, et que le MEDEF vient de vendre au gouvernement Sarkozy.

Rappelons que la loi des 35 heures, instaurée par la gauche, a créé 1,8 millions d'emplois entre 1997 et 2002. Mais il faut tirer les leçons des failles de cette loi : aucune obligation d'embauches proportionnelles à la réduction de la durée, ce qui a laissé le champ libre au patronat pour intensifier le travail des salarié-es ; exonérations de cotisations patronales illégitimes. De plus, aujourd'hui 60 % seulement des salariés bénéficient d'un accord 35 heures, sans oublier les 27 % de salarié-es qui n'arrivent pas prendre leurs RTT comme dans les hôpitaux par exemple.

La réduction du temps de travail, comme l'augmentation des salaires, reste une des batailles centrales pour la répartition des richesses.

La semaine de 32 heures pour toutes et tous, pour lutter contre le chômage et la précarité, pour ne pas perdre sa vie à la gagner, doit redevenir une revendication essentielle. Une nouvelle loi devra comporter, entre autres, l'obligation d'embauches proportionnelle à la réduction de la durée, la suppression du régime des heures supplémentaires, des mesures dissuasives

contre l'utilisation abusive des emplois précaires et à temps partiel, qui touchent principalement les jeunes et les femmes.

Le droit à l'emploi doit également s'accompagner d'une réflexion sur la finalité de la production en définissant les biens et services socialement utiles pour la collectivité et intégrant les impératifs écologiques incontournables aujourd'hui.

## Les espérances transformatrices

La concurrence marchande, la lutte acharnée entre entreprises et leurs actionnaires respectifs, pour le partage des marges et de la richesse créée par les salarié-es, sont le fondement unique de l'insécurité sociale généralisée.

Il faut rompre avec ce système économiquement et socialement inefficace et injuste. Il faut renverser le rapport de force social, en relançant la réduction du temps de travail, en instaurant dans les entreprises de véritables contre-pouvoirs des salarié-es et de leurs représentants, en imposant un nouveau statut du salarié garant d'un droit effectif à l'emploi et le continuum des droits, en refondant le système d'indemnisation

du chômage, en exigeant la résorption de la précarité, et enfin en donnant la priorité économique à la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux pour redonner sens à la finalité du travail dont l'absence génère de plus en plus de souffrance parmi les salarié-es.

Travailler moins pour travailler tous et toutes, décider démocratiquement des choix économiques et sociaux pour combattre l'exploitation et l'aliénation et reprendre le pouvoir sur nos vies, c'est cela le ciment qui doit unifier l'ensemble du salariat au niveau national et international contre le pouvoir du capital et des multinationales.

## L'emploi public :

une variable d'ajustement pour réduire les déficits publics !

Depuis plusieurs gouvernements, les emplois dans la Fonction publique sont devenus, pour les dirigeants de notre pays, une proie facile lorsqu'il s'agit de réduire les déficits publics. Après les nombreuses créations dans les années 1980, les politiques successives ont opéré un retournement de situation marqué sous le sceau « du nécessaire changement et de l'absolu nécessité de se réformer ». Ainsi, chaque année, on assiste à des coupes budgétaires drastiques dans l'ensemble des services de l'Etat et de l'hospitalier. S'il est vrai que les transferts de missions ont contraint les collectivités territoriales à recruter de nombreux agents, souvent contractuels et précaires, il n'en demeure pas moins que, globalement, les effectifs de la Fonction publique baissent dangereusement. A tel point, qu'aujourd'hui ce sont les missions

mêmes du service public qui sont remises en cause, ou non assurées, du fait d'un manque d'effectifs criant. Depuis cinq ans, le non remplacement de « un fonctionnaire sur deux, voire 2 sur 3 » partant à la retraite, a considérablement affaibli les services publics. La RGPP et sa déclinaison territoriale la REATE ont conduit, avec des regroupements de services et des concentrations géographiques, à une déstabilisation des services de l'Etat. Les premières victimes en sont bien évidemment les usagers. Dans l'éducation nationale, la situation est dramatique : fermeture et/ou surcharge de classes, disparition des RASED, autant de dérives qui nuisent à l'intérêt de l'enfant. La situation n'est pas meilleure dans les hôpitaux où les fermetures de sites ou de services conjuguées au manque de personnel entraînent

des risques pour les malades. Au nom de la rationalisation des coûts et de la maîtrise budgétaire, le service public, élément fondamental de la cohésion sociale, est brisé. Les personnels de la Fonction publique sont, non seulement, victimes de cette politique régressive de l'emploi mais ils sont, aussi, victimes du gel de leurs rémunérations ! Le mépris avec lequel le pouvoir considère tous les fonctionnaires est insupportable. La colère, les déceptions et la souffrance sont fortes et conduisent parfois hélas aux gestes extrêmes. L'emploi public ne peut plus servir de variable d'ajustement et doit être en mesure de répondre aux exigences citoyennes nécessaires. Un Etat renforcé, capable d'assurer l'ensemble de ses missions, sur l'ensemble du territoire, pour l'ensemble de la population, telles doivent être nos revendications.

## Industrie : un lourd tribut

Le secteur industriel a été touché de plein fouet « par la crise » et continue de l'être : plus de 100 000 emplois détruits et quasiment 1000 sites de production fermés en France depuis trois ans. Pas un jour ne se passe sans qu'il soit question de fermetures d'usines, de délocalisations, de réductions d'effectifs... Les plans de licenciements s'enchaînent dans l'hexagone.

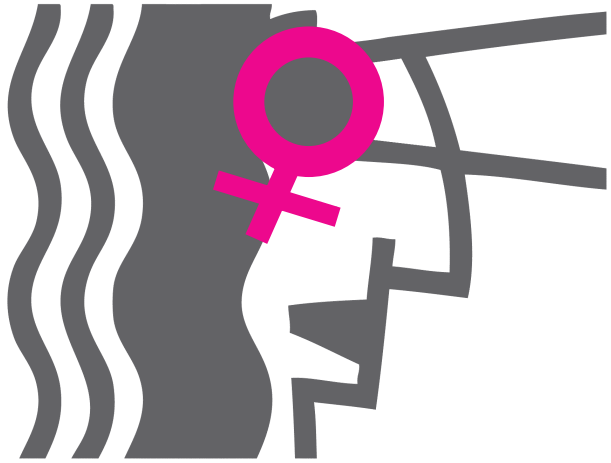
Les salarié-es de l'automobile ont notamment été ceux qui ont été les plus durement attaqués par le patronat : l'exemple de l'entreprise PSA est actuellement le plus emblématique. En annonçant la suppression de quasiment 7000 emplois en Europe, l'entreprise a comme objectif de supprimer de nombreux postes, comme à l'usine de PSA Aulnay (93). Le recours à l'intérim, en développant la précarité et la flexibilité, s'est accompagné également de la généralisation de la sous-traitance : c'est toute la filière automobile qui serait touchée par un plan de réductions d'effectifs, comme les salarié-es de LEAR ou SEVELNORD et d'autres sous-traitants, qui risquent de perdre également leurs emplois. Les raisons

invoquées, sous couvert de réorganisation, sont bien la recherche du profit pour une minorité d'actionnaires et de cadres dirigeants. Les mesures annoncées, comme celle de mettre en place, prioritairement dans l'industrie, des accords compétitivité-emploi répond à une logique libérale : les salarié-es devront travailler plus pour les mêmes salaires ou accepter une baisse de rémunération. L'entrée en application de nouvelles réglementations pour le chômage partiel n'arrangeront rien, et auront comme conséquence directe la fragilisation des salarié-es. L'emploi en France (ou en Europe), ne passera pas non plus par une fabrication « 100% » du pays d'origine, mais bien en abordant le problème de fond,

à savoir celui de la redistribution des richesses : il suffit pour cela de regarder les dividendes des entreprises du CAC 40 pour s'en apercevoir, qui représentent 44,6 milliards pour 2011. Demain, ce sont les emplois dans le « Bâtiment » qui seront menacés, à la fois par une baisse de la demande mais aussi par la volonté du patronat de privilégier les bénéfices sur l'emploi. C'est dans cette optique que Solidaires industrie revendique l'urgence de droits nouveaux pour les salarié-es afin de faire face aux licenciements, comme le droit de veto des CE. Il est urgent de prendre des mesures radicalement différentes pour l'emploi dans l'industrie !



# Journées intersyndicales femmes 2012



Ces journées existent depuis 1998. Elles ont été initiées par des militantes de différents syndicats, notamment de la FSU, de la CGT et de Solidaires. Ces militantes étaient impliquées dans le mouvement féministe, au-delà de leur engagement syndical...

L'idée, qui sous-tendait la démarche à l'époque, partait du constat que les inégalités entre hommes et femmes perduraient dans le monde du travail mais aussi que les femmes ne prenaient pas toute leur place dans le syndicalisme. Le choix a été fait de tenir cette initiative chaque année au mois de mars, en clin d'œil au 8 mars, journée internationale de luttes des femmes. Dès le début, nous avons fait le lien entre ce que vivent les femmes au travail et ce qu'elles vivent dans la société en général, en particulier au sein de la famille. Chaque année, nous traitons des questions spécifiques au travail et des sujets renvoyant à la domination patriarcale qui perdure

dans notre société. Nous donnons la parole à des chercheuses et chercheurs travaillant sur ces différentes questions et à des militantes syndicales des trois organisations partie-prenante. Au fil des années, nous avons abordé des sujets aussi divers que les conditions de travail, la santé, les retraites, les femmes immigrées, l'Europe, l'égalité professionnelle, la précarité, les violences, l'utilisation du corps des femmes, le langage et bien sûr la place des femmes dans le syndicalisme.

Ces journées permettent de mettre en commun les analyses et les réponses syndicales. Au-delà des appartenances syndicales, beaucoup de constats sont identiques quant aux difficultés (et résistances!) réelles de prise en charge syndicale, au-delà des déclarations de principe, des inégalités professionnelles.

Les premières années, la participation était d'une centaine de personnes : cette participation a été multipliée par trois au fil des années, Solidaires fournissant souvent près de la moitié des inscrit-es. Au début, seules quelques organisations de Solidaires y participaient : en 2011, une vingtaine d'organisations étaient représentées. La participation est ouverte à toutes et tous, militant-es et adhérent-es souhaitant mieux prendre en charge dans le syndicalisme cette dimension de genre. C'est aussi l'occasion de croiser les regards de générations différentes : celui de militantes engagées depuis longtemps dans les combats féministes et celui de militantes plus jeunes à qui on a fait croire qu'il suffisait que l'égalité soit inscrite dans les lois pour que les inégalités disparaissent...

## Ces journées se dérouleront les mardi 13 et mercredi 14 mars 2012 à la Bourse du travail

85 rue Charlot, 75003 Paris — métro République ou Filles du Calvaire

**Lesbophobie et travail :** avec les interventions de l'association SOS Homophobie et la sociologue Natacha Chetcuti (Ecole des hautes études en sciences sociales).

### Révolutions arabes : quels enjeux pour les femmes ?

Avec les interventions de Nawla Darwiche (Association femme nouvelle — Egypte), Alhem Belhadj (Association des femmes tunisiennes démocrates), Nadia Chaabane (Militante tunisienne en France), Marguerite Rollinde (chercheuse, Paris 8).

**Egalité dans la Fonction publique :** avec les interventions de Françoise Milewsvi (économiste, OFCE) et les représentantes de la FSU, de la CGT, de l'Union syndicale Solidaires.

### Sports de femmes ou sports pour les femmes ?

Projection du film « Alice Milliat, la conquête du sport féminin » et interventions de Cécile Ottogalli-Mazzacavallo et Anne Roger (chercheuses sur sports et genre).

Information et inscription auprès de vos syndicats et sur : [formationsynd@solidaires.org](mailto:formationsynd@solidaires.org)

## infos solidaires

### Connaître ses droits pour les faire appliquer

Vous trouverez sur le site de Solidaires à l'adresse <http://www.solidaires.org/rubrique377.html> une série de 25 fiches élaborées par la commission « syndicalisation » de Solidaires. Ces documents, sous la forme d'un recto/verso, reprennent des questions essentielles que se posent les salarié-es sur leurs droits concernant les congés payés, les sanctions disciplinaires, le bulletin de paie, les heures supplémentaires, le droit de grève, etc. Notre syndicalisme de transformation sociale s'appuie aussi sur notre capacité à répondre aux attentes quotidiennes des salarié-es, nous pensons que ces fiches sont des outils qui peuvent être utiles dans notre activité syndicale.

### Université d'été d'Attac

L'association Attac contribue par ses initiatives à peser sur le rapport de forces global, c'est le cas par ses initiatives sur l'Europe, sur les retraites en 2010, sur la dette aujourd'hui... Son Université d'été

se tiendra cette année du 24 au 28 août. Celle-ci constitue un moment essentiel pour échanger, se former... En utilisant l'expertise existante dans Attac et de nombreux autres mouvements, en partageant les expériences, en travaillant aussi à de nouveaux moyens de communication... A ce titre, il est important de favoriser une participation accrue des militant-es de Solidaires à cette initiative. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans un prochain journal.

### La mobilisation contre le logement cher se poursuit

Après la réussite du meeting du 9 janvier 2012 au théâtre du Rond-Point à Paris, la plateforme logement des mouvements sociaux poursuit sa campagne « Contre le logement cher ». D'autres meetings seront organisés en régions tout au long de l'année, mêlant représentant-es nationaux et acteurs/trices locaux de la lutte contre le logement cher. La journée de manifestations du 10 mars, marquant la fin de la trêve hivernale, constituera aussi un des moments forts de cette campagne.

## Un toit, c'est un droit !



DAL - association Droit Au Logement - a besoin de votre soutien pour continuer le combat en toute indépendance

Envoyez votre don à :

DAL fédération, 29 avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris ou [www.droitaulogement.org](http://www.droitaulogement.org)

[federal@droitaulogement.org](mailto:federal@droitaulogement.org) - Tél : 01 40 27 92 98

### Forum Alternatif mondial de l'Eau à Marseille

L'Eau, sera au centre des débats lors de cette initiative organisée en opposition au 6e Forum regroupant sociétés transnationales et Banque mondiale. Il débutera le 10 mars, avec des temps forts du 14 au 17, et accueillera les mouvements qui se battent pour la réappropriation de l'eau, sa gestion écologique, publique et démocratique. Ils feront part de leurs expériences dans des ateliers et quatre plénières : Rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement ; Eau, Economie verte, RIO+20 ; Femmes & Eau ; Avenir du mouvement pour l'eau. Une manifestation clôturera ce Forum.

### En route pour le Conseil Commun de la Fonction publique

La création de ce Conseil Commun a été entérinée et son installation était prévue pour le 31 janvier. Sa composition prend en compte les résultats agrégés des élections dans la fonction publique de 2011 (Etat et Hospitalière) et de 2008 (Territoriales et Ville de Paris). Solidaires Fp y détiendra deux sièges de titulaires et quatre sièges de suppléant-es, ce qui permettra que nos représentant-es soient issus des trois versants de la Fonction publique. Solidaires Fp reviendra en détail sur ce sujet dans un quatre pages consacré aux élections.

### Expressions solidaires

Journal édité par l'Union syndicale Solidaires  
Rédaction : 144 bd de la Vilette  
75019 Paris

n° ISSN : 2114-236X

Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14  
[contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

Directrice de publication : Annick Coupé

N° CPPAP : 1 008 S 05397

Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie à Montreuil-sous-Bois (93)



Graphisme : Atelier du Bonjour